

# Trésorerie des amendes : les agents des impôts exercent leur droit de retrait 4/3/2025

Les agents en charge de la trésorerie des amendes dénoncent la dégradation des conditions d'accueil du public dans un contexte où les incivilités se multiplient.

C'est un des engagements interministériels forts de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) dans le cadre de la démarche "Services publics + " : "proposer des administrations plus proches, plus simples et plus efficaces". La réalité est parfois autre. À Marseille, depuis la fermeture en 2023 de l'accueil généraliste de la trésorerie amendes des Bouches-du-Rhône, avenue Cantini (6<sup>e</sup>), les usagers redevables d'amendes ou de forfaits post-stationnement (FPS) ont le plus grand mal à obtenir des informations.

Or, les réclamations sont en hausse depuis la mise en place des "scancars", ces voitures qui vérifient si l'horodateur a été payé. Marseille reste par ailleurs une des villes où, du fait du mauvais adressage, les amendes n'arrivent pas toujours au domicile du destinataire, entraînant là aussi des réclamations.

Hier, la tension est encore montée d'un cran aux impôts : à Marseille Prado, au 22 rue Borde (8<sup>e</sup>), les agents en charge de ce service ont décidé d'exercer leur droit d'alerte et de retrait pour protester contre l'ou-



Maxime Picard (Solidaires) et Frédéric Larrivée (CGT) dénoncent la dégradation des conditions d'accueil des usagers à la trésorerie des amendes de Marseille Prado (8<sup>e</sup>). / PHOTO N.P.

verture d'un accueil provisoire du public dans un local situé à proximité. "Nous ne sommes pas contre l'ouverture d'un lieu d'accueil du public, bien au contraire, expliquent Frédéric Larrivée, à la CGT et Maxime Picard, à Solidaires. Mais ce local est inadapté et ne permet pas d'assurer la sécurité des usagers et du personnel alors que les risques d'incivilité, voire d'agression, sont réels."

## 700 000 amendes et FPS traitées

Pour les deux syndicalistes, le choix de ce site n'est que la énième manifestation d'une dégradation du service offert aux usagers. Car si les agents des impôts ne peuvent qu'encaisser les amendes et nullement statuer sur le bien-fondé de l'amende réclamée, ils jouent un rôle im-

portant de conseil et d'orientation auprès des citoyens qui souhaitent faire une réclamation. "La trésorerie amendes des Bouches-du-Rhône prend en charge plus de 700 000 amendes et FPS, rappelle Frédéric Larrivée, de la CGT. Depuis la fermeture de Cantini, et comme les rendez-vous internet ou téléphoniques sont saturés, les redevables se rendent aux services impôts des particuliers (SIP) qui ne sont pas compétents pour les amendes. Résultat, les incidents se multiplient aux SIP."

Face aux incivilités à répétition, la DRFIP 13 s'est résolue à ouvrir, en septembre 2024 près de son centre Prado, un service dédié, uniquement sur rendez-vous, trois demi-journées par semaine. C'est ce site qui aurait dû basculer hier à temps plein et sans rendez-vous. "La

direction a prévu en roulement deux agents par jour, avec un vigile, poursuivent les deux syndicalistes. C'est insuffisant, et les agents ne veulent pas travailler sur un site isolé où les entrées usagers et agents sont côte à côte", justifie les deux syndicalistes.

## Limiter la venue des usagers

Interpellée mi-février par la CGT, la directrice régionale, Catherine Brigant, a répondu par mail avoir déjà pris un certain nombre de mesures pour "limiter la venue d'usagers rue Borde". Elle a ainsi demandé au trésorier des amendes de réduire drastiquement les saisies sur compte bancaire, qui empêchent l'usager d'utiliser son compte en banque, et de privilégier les saisies sur salaires. Elle a également fait supprimer l'adresse de la trésorerie amendes sur les courriers envoyés aux usagers.

"Ces mesures ne règlent en rien le problème puisque les usagers n'ont toujours pas de réponse à leurs questions, estime Maxime Picard, de Solidaires. Nous craignons que les impôts ne veuillent en fait fermer ce service, alors que l'accueil des usagers est notre cœur de métier." Hier après-midi, une réunion devait avoir lieu entre la direction et les syndicats afin de tenter de trouver une sortie de crise.

Nathalie PERRIER

nperrier@laprovence.com